



CONFERENCE DE PRESSE DE RENTREE DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT DU VAUCLUSE

Après un début d'année 2005 marqué par une intensité exceptionnelle de revendications sociales, les orientations du gouvernement ignorent totalement les besoins sociaux qui ont motivé la colère des salariés.

Cette rentrée 2005, nous donne l'occasion d'avoir une analyse particulièrement sévère sur les premières semaines du gouvernement De Villepin.

Malgré l'opposition unanime des syndicats, le gouvernement n'a pas tardé pour s'attaquer au droit du travail.

Les ordonnances sur l'emploi notamment instaurent un contrat nouvelle embauche, ou plutôt un CDI avec une période de deux ans de mise à l'épreuve, l'exclusion des moins de 26 ans dans le calcul des effectifs des entreprises avec tout ce que cela engendre en terme de seuils sociaux, contre laquelle nous avons engagé un recours devant le Conseil d'état.

IL a profité du mois d'août pour finaliser ces mesures.

Nous allons profiter pour notre part de mobiliser les salariés avant l'automne.

Nous n'accepterons jamais de revenir sur cet aspect du droit fondamental du travail, reconnu après de longues batailles, selon lequel un employeur ne peut pas licencier un salarié sans motifs réels et sérieux.

C'est cela que voudrait officialiser le CNE dont la nocivité peut s'appliquer aux entreprises de 20 personnes.

Ce qui représente déjà plus de 30% de salariés au niveau national, 35% sur le département au bas mot 60 000 salariés.

Après 20 ans de recettes très comparables, on tente à nouveau d'accréditer l'idée que c'est par la précarité que l'on va favoriser l'emploi, alors que la démonstration est faite: on a le résultat inverse.

Quant on examine la nature des offres d'emploi, une majorité sur le département est à durée déterminée, soit à temps partiel; le rapport des données économiques sociales de PACA fourni par l'INSEE parle même sur le Vaucluse de 68% de contrat précaires pour seulement 32% de CDI offert, sur l'année 2003;

135000 contrats ont été réalisés par les entreprises de travail temporaire sur une année en Vaucluse.

Dans la nature même des propositions qui sont faites, on est sur des emplois qui ne permettent pas de vivre décemment de son travail compte tenu des salaires pratiqués. La philosophie selon laquelle c'est par la précarité des salariés et la modération salariale que le développement économique et la croissance vont pouvoir revenir est complètement erronée.

La France et le département ont de mauvais résultats en terme de chômage, le léger fléchissement du chômage mérite une analyse plus fine car très controversé.

D'ailleurs à ce propos le tapage médiatique sur la très légère baisse du chômage est surprenant. Cette logique très douteuse selon laquelle ce sont les ordonnances Villepin vieilles de moins de 3 semaines qui ont un effet immédiat sur l'emploi, nous laisse pantois, alors que personne ne dit mot sur les mesures de répression à l'encontre des chômeurs qui depuis plusieurs mois engendrent un flot de radiations qui s'accélère de semaine en semaine.

Nous avons toujours 21000 chômeurs et 13500 Rmistés en Vaucluse.

Et dans le même temps et nous ne sommes plus les seuls à le dire, on peut être aujourd'hui à la fois salarié et très pauvre.

Les associations d'entraide et de solidarité le constatent avec inquiétude.

le pouvoir d'achat est en berne.

La rentrée scolaire de plus en plus chère, et surtout la hausse des prix du pétrole aggrave cette situation. D'ailleurs La CGT est très attentive aux problèmes que provoque la hausse des prix du pétrole

pour les différents secteurs d'activité et la nécessité de trouver des réponses. Actuellement les taxes constituent 70% du prix de l'essence à la pompe.

L'état doit réellement prendre ses responsabilités dans ce domaine.

Par ailleurs, nous allons revenir d'une manière très forte sur le choix du gouvernement de s'installer dans le processus de privatisation d'EDF et ré expliquer pourquoi, selon nous ce serait une catastrophe de se débarrasser du service public de l'énergie au moment du nouveau choc pétrolier. Les attaques incessantes sur les services publics comme la suppression de certaines lignes SNCF ou la braderie des autoroutes ne font que confirmer les intentions libérales du gouvernement et cela malgré ses cuisants revers électoraux des derniers mois, en particuliers le 29 mai.

Malheureusement la conférence de presse du 1^{er} ministre confirme le fond et la méthode, baisse de l'impôt pour les plus riches, crédit d'impôt pour les autres, allègements pour les patrons, mesures répressives à l'encontre des chômeurs et des rmistes, privatisation d'EDF, des autoroutes, en saupoudrant tout ça par une prime de 75 euros pour se chauffer au fioul en direction des plus modestes. Jusqu'où ira le gouvernement pour exonérer le patronat de ses responsabilités en terme de négociations et revalorisation salariales. De plus en plus de mesures, consistent à colmater les dégâts du libéralisme patronal par l'argent public.

La situation de l'emploi pour sa part est toujours très inquiétante.

Depuis plusieurs mois, nous avons enregistré sur notre territoire de nombreuses restructurations, réorganisations, et plusieurs plans sociaux, la situation se dégrade, la quête de rentabilité ou la politique de désindustrialisation sont à l'origine des mauvais coups portés. Actuellement nos inquiétudes se portent toujours sur Le Cabanon, Reynald et roquelaure, Annunziata, Gyma team pack, à un autre niveau la SEPR, Les papétries de Malaucène, Ducros et des annonces dans les prochains jours corroborent malheureusement cette tendance. Il manque sur la Vaucluse comme sur le territoire national une politique industrielle ambitieuse, des fonds pour la recherche publique, pour le développement de l'économie solidaire.

Parallèlement sur notre département encore très rural les menaces pèsent successivement sur l'ensemble des services publics, la décentralisation sauce Raffarin amplifie ce phénomène ; fermetures de classes d'écoles, de bureaux de poste, de services publics de santé... Les populations voient leurs conditions de vie s'aggraver.

Le Premier Ministre continue donc de jouer la montre sur le pouvoir d'achat, s'attaque au Code du Travail, au service public.

En revanche, il est toujours aussi attentif aux suggestions patronales. Un MEDEF qui pour sa part change de ton mais pas d'orientation. Le patronat Vauclusien suit la même lignée, à croire qu'ils ont anticipé les mesures De Villepin au regard des nombreux licenciements individuels de cet été recensés dans nos Unions Locales.

C'est donc une rentrée 2005 particulière pour toutes ces raisons, mais surtout parce que les salariés avec la CGT ne partent pas de zéro en terme de luttes depuis le début de l'année. Je tiens à rappeler que plusieurs actions dans l'unité ou à l'appel de la seule CGT se sont tenues dans le 1^{er} semestre 18 19 20 janvier, 5 février, 10 mars, 16 mai, 9 juin, 21 juin.

Des actions qui ont permis d'enrailler la machine , voir d'avancer, la où les salariés se sont dotés d'un syndicat, puis ont lutté et quelquefois gagné sur leurs revendications en particulier salariales, allant de 1 % à 4% comme à EFFTIC, WAVIN, Gerflor, rouy imbert, Carrefour Orange, SEPR etc etc...

Une unité d'action avec les autres centrales syndicales semble en vue et les ingrédients sont réunis pour une mobilisation d'envergure fin septembre /début octobre. A n'en pas douter les salariés vauclusiens répondront présents.

Nous avons plusieurs points d'appui avec les luttes de cet été,(au niveau national, les polonais de St Nazaire, sur la région les salariés agricoles, ou encore les salariés de Nestlé dans le département des bouches du Rhône, mais aussi sur le Vaucluse avec des salariés comme à reynald et roquelaure ou au cabanon qui n'ont pas baissé la garde, on peut s'appuyer aussi sur de bons résultats en terme de renforcement de notre organisation.

L'union départementale CGT du Vaucluse avec tous ses syndicats et surtout avec les salariés va tout mettre en œuvre dès ce début septembre pour instaurer un rapport de force constant sur l'emploi, le pouvoir d'achat, sur les services publics et l'avenir industriel, dans un département qui en a cruellement besoin.

Pour lancer nos initiatives la CGT a décidé de 9 meetings nationaux, pour notre région le Meeting de Marseille devant l'usine Nestlé le 13 septembre à 17 h30 avec la présence du secrétaire général de la

CGT Bernard Thibault sera un moment fort pour notre organisation, nous invitons d'ailleurs le plus grand nombre à participer à cette initiative 5 bus sont à disposition disséminés sur le département. Les militants de l'Union Départementale vont également sillonner plusieurs fois le Vaucluse en particulier sur les principaux bassins d'emploi, et plus particulièrement sur les principales zones du commerce.

Nous voulons nous tourner résolument vers les salariés inorganisés, trop de salariés sont isolés et sans défense, le patronat profite trop de cette situation, on a pu encore le constater cet été dans nos permanences comme je l'évoquai précédemment. Les déserts syndicaux pèsent négativement sur les rapports de forces globaux, et sur la réponse aux revendications de l'ensemble des travailleurs. J'ai envie de dire aux salariés de ce département le plus grand risque que vous prenez c'est de ne pas vous organiser, de méconnaître vos droits et de regarder de loin les syndicats. Ne vous demandez plus que font les syndicats, que fait la CGT.... faites la.

Dans ce sens, nous allons essayer en relançant notre collectif jeune, de nous tourner encore plus vers la jeunesse, une catégorie qui par sa faible expérience subit très souvent en première victime, les différentes expérimentations libérales du gouvernement, du patronat, Mais aussi vers d'autres catégories comme les salariés des secteurs d'aide à la personne, un salariat qui connaît un réel essor avec des statuts d'une précarité extrême.

Enfin, de manière à rendre la CGT plus accessible, visible plus efficace nous lançons notre site Internet sur notre UD que vous pouvez consulter dès maintenant: www.cgt84.com. Nous profitons de ce moment pour en faire sa promotion.

Salaires, avenir de l'emploi industriel et public, déploiement et renforcement de la CGT 84, préparation du 48^{ème} congrès confédéral sont les éléments centraux de cette rentrée 2005.

5 SEPTEMBRE 2005